

## Bulletin d'histoire politique

### Les vrais « ethnocentriques »

Edward Bantey



Volume 5, Number 2, Winter 1997

Les anglophones du Québec à l'heure du plan B

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063602ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063602ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

#### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this article

Bantey, E. (1997). Les vrais « ethnocentriques ». *Bulletin d'histoire politique*, 5(2), 54–61. <https://doi.org/10.7202/1063602ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Les vrais « ethnocentriques »



Edward Bantey  
chroniqueur à *The Gazette*

*Chaque nation possède, aux yeux de l'étranger, des caractéristiques manifestes, mais qu'elle-même est à cent lieues de soupçonner; par contre, chacune est tellement familiarisée avec certaines de ses qualités spécifiques qu'elle les croit universelles, évidentes, et qu'elle ne leur accorderait l'honneur d'une mention; ce qui fait que l'étranger n'en entend jamais parler. Dans un cas comme dans l'autre, le lecteur d'une «description complète» est choqué et reste incrédule; l'indigène ne peut croire que l'image qu'il s'est faite de lui-même soit inexacte; l'étranger ne peut admettre que l'image communément reçue soit défigurée. Ajoutez à ces difficultés une troisième, propre, celle-là, à notre temps: le danger de heurter nos patriotismes modernes exacerbés.*

Hilaire Belloc. *Pour mieux comprendre l'Angleterre contemporaine.*  
Desclée De Brouwer, Paris.

J'ai l'honneur, me dit-on, d'être le *columnist* de *The Gazette* qui suscite le plus de correspondance (surtout des «lettres de bêtises»), bien que ma chronique hebdomadaire ne paraisse que le dimanche, journée de vaches maigres à ce journal.

Les lettres reçues offrent une constante: elles témoignent de l'agressivité qui anime un nombre sans cesse croissant de *Quebecers* qui, tout en se plaignant de l'oppression subie en tant que minorité, tiennent néanmoins à leur statut majoritaire à titre de Canadiens, état d'esprit qui les anime depuis la Révolution tranquille. Leur «ardeur» à mon endroit est sans doute inspirée par le fait que je suis le seul chroniqueur souverainiste à *The Gazette* qui, avec Alliance Quebec et le Protestant School Board of Greater Montreal, fait partie de ce que le journaliste Gérald Leblanc qualifiait jadis dans *La Presse* de «troïka» anglo-québécoise.

Peu après l'élection en 1976 du gouvernement de René Lévesque, *The Gazette* adoptait une politique, objectivement admirable, en vertu de laquelle elle ouvrait ses pages, une fois par semaine, à un commentateur souverainiste. Avant moi, il y eut, entre autres, Pierre Bourgault, Gérald Godin et Pierre de Bellefeuille. Mes prédécesseurs, pourtant souvent plus nuancés que moi, n'ont pas duré longtemps; quant à moi, on me tolère depuis le début de 1988. Étonnamment, on ne m'a jamais soumis à la censure. Et lorsque des lecteurs excédés ont exigé ma tête, mes patrons prirent ma défense. Qui sait? devenu the man they love to hate, j'offre peut-être au journal la possibilité de se donner bonne conscience.

### *L'anatomie d'une «communauté»*

Personne ne sait quelle mouche a piqué Jacques Parizeau le soir du 30 octobre 1995. Bouleversé par le résultat d'un référendum qu'on donnait gagnant, il a lancé ce retentissant cri de douleur, attribuant la défaite de l'option souverainiste à «l'argent et des votes ethniques». Depuis, cet excès de langage, inhabituel chez l'ancien Premier ministre, revient sans cesse dans le discours anglo-québécois. Il s'ajoute aux nombreux trophées dans le musée des horreurs de la «communauté anglophone», à côté des remarques dites racistes, xénophobes et ethnocentriques d'une longue liste de noms sur laquelle figure, bien sûr, celui de Pierre Bourgault, rabroué par Parizeau lui-même moins d'un an auparavant pour une «bourde» prémonitoire.

Tout comme le congédiement de Bourgault, la démission de Parizeau montre à quel point les Anglo-Québécois ont conservé leur talent de colonisateurs, talent qu'ils exercent encore avec autant de brio — mais moins de diplomatie — que leurs ancêtres conquérants. La politique linguistique que vient d'adopter le Parti québécois à la demande du Premier ministre Lucien Bouchard en témoigne.

Les colonisateurs d'antan, pour la plupart d'origine écossaise, n'eurent d'autre choix que de mener eux-mêmes le combat, imposant leur volonté aux Canadiens, les anciens Québécois d'origine française, avec la bénédiction de la Couronne britannique et, ce qui demeure vrai aujourd'hui, avec la complicité d'une fraction des élites francophones qui, bien avant les Pétain et Laval, donna tout son sens péjoratif au mot collaboration.

Aujourd'hui, les vieux renards écossais — ne pas confondre avec les «vieux démons» évoqués par le Premier ministre actuel — sont disparus, et bon nom-

bre de leurs descendants ont fui un Québec moins porté à s'incliner devant eux. Mais, tantôt à Toronto ou Calgary, tantôt à New York ou Washington, les Anglo-Québécois tirent encore les ficelles. Ce sont eux qui font danser ceux qui agissent comme porte-parole de la «communauté anglophone».

Soyons précis. Depuis belle lurette, cette «communauté» n'est pas plus britannique que Pierre Péladeau. Elle est constituée essentiellement de gens d'autres ethnies, assimilés par la langue et par intérêt au grand tout anglophone nord-américain. Les colonisateurs d'aujourd'hui, avec un coup de pouce des establishments juif, italien et grec, envoient au front les soldats d'origines autres. Ce sont les leaders de la communauté juive ashkénaze qui, depuis ces dernières années, ont pris la relève en portant ce que l'on appelait jadis the *white man's burden* et en assumant la tâche de ramener à l'ordre les nationalistes, voire le Québec tout entier. Ils se sont mobilisés pour organiser la «résistance», et ils ont mobilisé à leur tour d'autres groupes ethniques, en particulier les Italiens et les Grecs. Sans que leurs membres ne s'en rendent compte, les dirigeants du trio juif-italien-grec, avec l'arrière-garde de vrais «Anglais» encore parmi nous, semblent jeter les bases de ce que j'ai déjà qualifié de *cinquième colonne* au Québec. Ils livrent, avec un acharnement de croisés, grâce à l'appui moral des Anglo-Canadiens et le soutien financier du gouvernement fédéral, ce qu'ils semblent percevoir comme l'ultime combat contre le nationalisme québécois, sans mesurer apparemment le danger que représentent les appels à la désobéissance civile et à la partition. Parmi les anglophones, l'extrémisme est devenu *mainstream*.

Pour l'instant, une propagande — qu'on jugerait haineuse si elle émanait de la majorité — est l'arme principale du combat. Jour après jour, les médias de langue anglaise (et la plupart des médias dits ethniques) alimentent l'impression que les Anglo-Québécois sont persécutés, victimes d'une police de la langue, des *tongue troopers* à la solde d'un gouvernement qui cherche à les rendre «invisibles».

*Quand on fait de la «projection»*

On répète sans cesse que les militants nationalistes — étiquetés purs et durs pour tout et rien — manifestent des tendances racistes, xénophobes et ethnocentriques, tares héritées d'une galerie de malfaiteurs, dont le chanoine Lionel Groulx, Henri Bourassa et André Laurendeau. Et les actions de Jean-Louis Roux il y a un demi-siècle, à qui l'on pardonne parce qu'il a vu la lumière fédéraliste entre-temps, ne font que confirmer la thèse

selon laquelle les Québécois dits de souche tombent facilement dans le piège fasciste. L'Église a trouvé, en Adam et Ève, la source du péché originel. Pour les Anglo, Groulx est la source du péché originel des «Canadiens français».

On n'a qu'à lire et à écouter les médias de langue anglaise pour constater qu'il s'agit là de projection. Eux-mêmes gravement atteints par le virus de l'ethnocentrisme — leurs ghettos physiques et mentaux illustrent l'ampleur de la contamination — les Anglo-Québécois projettent leur propre mal sur autrui. Cependant, le constater, c'est s'exposer à des accusations d'antisémitisme et d'intolérance, sinon de fascisme. Et cette culpabilisation marche très bien: le comportement de Bouchard n'y est pas étranger.

Malheureusement, nous nous prêtons trop facilement à ce genre de chantage. Et, ce faisant, au lieu de le démasquer, on en devient l'otage.

Dans l'optique des anglophones, la bataille linguistique en cours n'est qu'un élément parmi d'autres d'un plus grand dessein. La lutte que mènent les dirigeants anglos pour la bilinguisation «mur-à-mur» de Montréal (et inévitablement du Québec) ainsi que pour le «libre choix» dans l'éducation et dans le milieu du travail n'est de nature linguistique qu'en apparence. L'objectif est plus «terre-à-terre»: reprendre le contrôle de l'économie québécoise. Dans leur perspective, le succès de l'opération passe par le maintien du lien fédéral — dans sa forme actuelle si possible. Ainsi, même la notion nébuleuse de «société distincte» ne leur sourit guère.

Par ailleurs, en dépit des résultats du 30 octobre 1995, les Anglo sont convaincus que la majorité est foncièrement opposée à la souveraineté. Selon une hypothèse souvent avancée, les francophones auraient voté OUI à 60 % parce qu'ils ignoraient la portée de la question. Ils sont également convaincus que la majorité consent volontiers à la bilinguisation du Québec. De toute évidence, le discours et les politiques du gouvernement Bouchard indiquent une acceptation tranquille de ces thèses. Et, inconsciemment espérons-le, le Premier ministre renforce la campagne anti-Québec outre-frontière en associant la bilinguisation à la tolérance et en affirmant que l'utilisation de la clause nonobstant serait antidémocratique.

Pour la plupart des Anglo-Québécois, le «problème» nationaliste disparaîtrait si l'on parvenait à éliminer les *hardliners* souverainistes. Ce seraient ces derniers qui inventeraient les histoires de Bonhomme sept-heures quant à la précarité de la langue française. Tout rentrerait dans l'ordre ipso facto une

fois les purs et durs balayés de la scène. Les «forces du marché» linguistiques, culturelles et économiques seraient alors en mesure de restaurer la prospérité au Québec. Rappelons-nous des beaux jours de l'Expo 67! Rappelons-nous surtout de la belle époque précédant la Révolution tranquille qui a donné naissance aux écervelés — à peine deux cents personnes, dixit l'hystérique Diane Francis — qui empoisonnent l'environnement avec leurs idées seditieuses, celle de «nation québécoise» notamment.

*Et vint la modération*

Mais comment combattre ce fléau du Québec contemporain?

Avec la bonne vieille politique de la carotte et du bâton. Le bâton, bien sûr, c'est la radicalisation de la «résistance», telle que personnifiée par Howard Galganov. La carotte, c'est la «modération» d'un Julius Grey. De fait cependant, la carotte et le bâton sont complices.

Explorons le paysage flou des modérés anglophones, ces voix de la raison qui s'expriment non seulement dans *The Gazette* et sur les ondes de la CBC, mais qui prêchent la bonne parole, semaine après semaine, dans les pages du *Devoir* et de *La Presse* et sur les ondes de Radio-Canada. Voici Gretta Chambers, chancelière de McGill, et son frère, le très *cool* professeur Charles Taylor. Et voici la girouette politique Dermond Travis qui, après avoir servi l'*Equality Party*, a viré capot, dans le sens contraire de Guy Bertrand, et mousse la modération, non sans succès auprès de certains ministres du gouvernement Bouchard. Et voilà que se cache Joan Fraser, dont l'orthodoxie fédéraliste ne faisait plus le poids à *The Gazette*.

Mais où diable est passé Julius Grey, le croisé des droits humains qui affectionne le rôle de «modéré des modérés»?

Ah, le voilà, le petit vilain de la «communauté anglophone». Comme Claude Morin, il s'occupe de stratégie, mais on ignore pour qui au juste. Tout comme l'ex-ministre, le célèbre avocat possède une foi inébranlable dans ses talents.

Tout comme dans le cas de Morin, qu'on aide à se refaire une virginité, les médias de langue française souffrent d'amnésie sélective quand il est question de Grey. Lorsqu'on publie les savantes analyses de Morin, on l'identifie comme ancien ministre des Affaires intergouvernementales, oubliant son rôle moins glorieux de taupe. Lorsqu'on publie les savantes analyses de Grey sur la

question linguistique, on l'identifie comme avocat et professeur à l'Université McGill, oubliant son rôle central dans le démantèlement de la Charte de la langue française. On fouille le lointain passé des ex-felquistes, mais on passe sous silence les aventures plus contemporaines de Morin et Grey.

Étonnamment, on fait fi du rôle que Grey jouera d'ici peu dans le démantèlement de la loi référendaire du Québec (tout comme on feint d'ignorer que Morin semble de nouveau dans les bonnes grâces du «bunker»).

Grey, bien sûr, est en droit de dire et d'écrire ce qu'il veut — à condition que ses opinions soient clairement identifiées — par lui-même et par ceux qui les diffusent, comme celles d'un acteur engagé dans le débat politique actuel. Qu'il monte aux barricades pour plaider sa conception de la «liberté d'expression» des saints martyrs anglo-québécois, soit. Mais l'éthique a également ses droits. Lorsque Grey donne son aval aux jugements des tribunaux, passe encore, pour autant que le public sache que ce faisant, il n'est pas un observateur objectif et désintéressé, mais qu'il chante, en effet, ses propres louanges.

Le trajet politico-linguistique parcouru par cet avocat est tout aussi sinueux que celui de Morin. Après avoir charcuté la Loi 101 à plusieurs reprises devant la Cour suprême du Canada, avant d'en faire autant avec la Loi 178 devant un comité ad hoc de juristes de l'ONU, Grey épousait brièvement une ligne plus modérée. À tel point que, pour un moment, le gouvernement Bouchard a envisagé sa nomination à la haute fonction publique. Aujourd'hui, tout en prônant le maintien de la Loi 101 (telle que modifiée, à sa demande, par les tribunaux fédéraux), il mène une campagne médiatique visant à faire avancer la bilinguisation de Montréal, à affaiblir davantage les règlements de la Charte de la langue et, avant tout, à miner les forces souverainistes en exigeant l'élimination des «purs et durs».

Galganov, quant à lui, est loin d'être l'hurluberlu marginal que prétendent certains ténors du gouvernement Bouchard. Au contraire, le bâton en personne traduit, par ses gestes et ses déclarations, la nouvelle position radicale de ses compatriotes et ce, nonobstant la réserve que manifeste à son endroit l'establishment anglophone.

Galganov maintiendra son ascendant sur le militantisme anglo grâce aux liens qui existent, d'une part, entre lui et Grey et, d'autre part, entre lui et

William Johnson, le «théoricien» du mouvement partitionniste auquel appartiennent aussi Keith Henderson, l'actuel chef de l'*Equality Party*, et Robert Libman, son prédécesseur, ainsi que Stephen Scott, également professeur de droit à l'Université McGill. Grey plaidera bientôt devant la Cour suprême la cause inscrite par Libman en vue d'affaiblir la loi référendaire pour permettre aux non-Québécois de participer «légalement» à une future campagne référendaire.

La cause Libman-Grey est financée en partie par Galganov et son Fonds de défense des droits des anglophones. Pour sa part, Scott, qui prône l'utilisation de la force armée pour mater un Québec qui aura choisi l'indépendance, s'active sur un deuxième front. À titre de conseiller auprès de la municipalité de Côte-Saint-Luc, ancien fief de l'ex-député Libman, il pilote la tenue d'un référendum municipal dans le but de provoquer un mouvement généralisé en faveur de la partition du Québec.

Pendant que le quatuor Grey-Galganov-Libman-Scott mène son combat politico-juridique, qu'en est-il d'Alliance Québec? Grassement financée par Ottawa à même nos impôts — un million de dollars par année! — Alliance Québec joue les intermédiaires entre les Anglo et le gouvernement. En théorie, ce lobby s'oppose à la partition, mais ses membres ne se gênent pas pour épauler activement cette option. Et pourquoi se gêneraient-ils? Les bailleurs de fonds d'Alliance Québec, par la voix du Premier ministre Chrétien et du ministre Stéphane Dion, ont déjà donné leur appui à la thèse voulant que si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi.

À choisir entre la transparence des Scott et William Johnson d'une part, et l'hypocrisie de Grey et d'Alliance Québec d'autre part, force est de constater que c'est du pareil au même. Les «modérés» — que Johnson qualifie de *lamb lobby* — ne sont des agneaux qu'en apparence. Face à la concurrence des Galganov, Alliance Québec n'aura pas d'autre choix, dans les mois à venir, que de se mettre à l'heure du radicalisme.

Les Anglo-Québécois livrent une guerre contre le nationalisme au Québec non seulement au nom du statu quo, mais du statu quo ante d'avant la Révolution tranquille. Et tout recul politique visant un rapprochement instantané ne fait que nourrir de faux espoirs.

Le gouvernement Bouchard se leurre et leurre le Québec lorsqu'il prêche la «modération», c'est-à-dire l'affaiblissement de la Charte de la langue, en vue



d'une réconciliation avec la minorité anglo. Il n'y aura pas de rapprochement aussi longtemps que le nationalisme québécois constituera une menace pour les intérêts des anglophones. Les «dissidents» au dernier congrès du Parti québécois l'ont compris. Malheureusement, leur gouvernement s'accroche à un mythe.